



Conseil Economique  
et Social

Distr.  
GENERALE

E/CN.17/IPF/1996/27  
29 août 1996

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

---

COMMISSION DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts  
Troisième session  
Genève, 9-20 septembre 1996  
Point 2 de l'ordre du jour provisoire \*/

APPLICATION AUX NIVEAUX NATIONAL ET INTERNATIONAL DES DECISIONS  
RELATIVES AUX FORETS ISSUES DE LA CONFERENCE DES NATIONS UNIES  
SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT, Y COMPRIS L'EXAMEN  
DES ARTICULATIONS SECTORIELLES ET INTERSECTORIELLES

Note verbale datée du 22 août 1996, adressée au Secrétaire général  
de l'ONU par la Mission permanente de l'Australie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'ONU et, se référant à la lettre de l'ambassadeur Richard Butler en date du 25 juillet 1996, a l'honneur de demander que le rapport de la conférence internationale consacrée à la certification et à l'étiquetage des produits provenant de forêts gérées écologiquement, qui a eu lieu à Brisbane (Australie) du 26 au 31 mai 1996, soit distribué comme document de la session du Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts devant se tenir à Genève du 9 au 20 septembre 1996.

A la présente note verbale est joint un exemplaire du rapport, qui a été publié en anglais, français et espagnol. La Mission permanente de l'Australie prie le Secrétaire général de bien vouloir prendre les dispositions pour faire assurer la distribution dudit rapport à la session susmentionnée du Groupe intergouvernemental.

---

\*/ E/CN.17/IPF/1996/13.

Annexe

**CONCLUSIONS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA  
CERTIFICATION ET LE CLASSEMENT DES PRODUITS DES FORETS  
SOUTENABLEMENT GERES**

La Conférence a abouti aux conclusions suivantes, basées sur ses discussions d'ateliers où tous les délégués ont pu prendre part. Elle recommande leur propre considération par le Panneau Intergouvernemental sur les Forêts.

1. La gestion soutenable des forêts est le principal but partagé par tous les participants.
2. La certification et le classement sont des instruments potentiellement utiles parmi plusieurs d'autres pour promouvoir la gestion soutenable des forêts.
3. L'efficacité de la certification et du classement, pour promouvoir les besoins de la gestion soutenable des forêts, devrait être évaluée davantage.
4. Les abords de la gestion soutenable des forêts, comprenant la certification et le classement, dépendront des conditions locales, régionales et nationales, y compris la sorte de forêt, la tenure de la terre et les types de droit de propriété, les systèmes de gouvernement, le rôle des dépositaires d'enjeux, y compris les propriétaires des forêts, la communauté, les habitants indigènes du pays, les hommes d'affaires, les ouvriers, les ONGs, et les autres partis intéressés.
5. Les normes de fonctionnement et les systèmes de gestion de l'environnement sont des éléments complémentaires et importants pour l'évaluation de la gestion soutenable des forêts.
6. Il y a couramment de renseignements insuffisants pour déterminer l'étendue de la demande du marché pour des produits certifiés.
7. Il y a un nombre d'affaires qui méritent plus de considération et y a-t-il des questions qui devraient être explorées davantage à l'égard de la certification et du classement, y compris:
  - coûts et bénéfices;
  - implications du marché;
  - bases scientifiques pour la définition et l'évaluation de la gestion soutenable des forêts;
  - autorité et crédibilité des plans de certification;
  - rôles des Gouvernements et des institutions/ organisations internationales;
  - cohérence avec les accords internationaux;
  - harmonie/reconnaissance mutuelle de/entre les plans;
  - points d'impact de la certification et du classement; et
  - rôle des objectifs écologiques, économiques et sociaux en appliquant la gestion soutenable des forêts.

Les délégués de la conférence ont enregistré leurs remerciements au Gouvernement Australien pour avoir organisé et avoir été hôte à la conférence, ainsi qu'au peuple Australien pour son hospitalité.

**RAPPORT DES PRESIDENTS DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA CERTIFICATION ET LE CLASSEMENT DES PRODUITS DES FORETS SOUTENABLEMENT GERES TENUE A BRISBANE, AUSTRALIE, DU 26 AU 31 MAI 1996**

**1. PREAMBULE**

Ce rapport fait le sommaire des points de vue des présidents à l'égard des résultats de la Conférence, et est soumis au Panneau Intergouvernemental sur les Forêts pour sa considération. Le rapport identifie les sujets dont on a convenu, et aussi ceux qui ont fait l'objet de véritables différences d'opinion.

En réponse à l'invitation du Gouvernement Australien, 239 représentants de 57 pays se sont réunis à Brisbane, Australie, du 26 au 31 mai 1996 en conférence pour considérer la certification des usages de gestion des forêts et le classement des produits provenant de ces forêts. Il y a eu 143 participants internationaux dont les organisations intergouvernementales comprenaient 10 délégués, les gouvernements comprenaient 75 délégués, et les organisations non-gouvernementales (représentant parmi les autres le mouvement de l'environnement, l'industrie et les ouvriers) comprenaient 58 délégués. Il y a eu 96 participants et délégués domestiques. Les participants et les délégués à la conférence ont couvert la grande diversité de dépositaires d'enjeux et de groupes intéressés au débat de la certification et du classement. Les délégués et les participants ont été invités en leur qualité personnelle d'experts.

le Président de la Conférence a été Denis Cullity, Président de "Australian Forest and Wood Products Research and Development Corporation" et le Co-Président a été Dr Christina Amoako-Nuama, Ministre de l'Environnement, Science et Technologie en la République de Ghana.

L'objectif de la Conférence visait à :

- (i) avancer le dialogue international sur la certification et le classement comme moyen d'exécuter la gestion soutenable des forêts; et
- (ii) contribuer au travail de l'Elément IV du Programme du Panneau Intergouvernemental sur les Forêts (CSD) : Commerce et environnement ayant rapport aux produits et au service forestiers.

La Conférence a considéré une variété de sujets ayant rapport à la certification et au classement couvrant les points suivants:

- principes généraux de la gestion soutenable des forêts;
- principes généraux de certification et de classement;
- comment la certification et le classement pourraient assister à exécuter la gestion soutenable des forêts;
- dimensions sociales de certification et de classement;

- aspects économiques et implications commerciales de certification et de classement;
- comment la certification et le classement pourraient être exécutés afin d'assister effectivement à l'exécution de la gestion soutenable des forêts.

En formulant le programme de la Conférence, l'Australie a pris en considération l'exposé du Panneau Intergouvernemental sur les Forêts "tenant compte des intérêts de tous les secteurs, ainsi que des particularités des différents pays, et assurant entière transparence et participation des partis intéressés" en étudiant le sujet de certification et de classement volontaires des produits des forêts pour contribuer à un meilleur entendement du rôle de certification volontaire à l'égard de la gestion soutenable des forêts, y compris le point d'impact de certification sur les pays sous-développés".

Pendant que les organisateurs de la Conférence faisaient des efforts considérables pour assurer la participation des principaux dépositaires d'enjeux, il a été reconnu durant les poursuites que le programme n'a pas tenu compte d'une suffisante présentation des points de vue du mouvement ouvrier organisé. En reconnaissance de cette inadvertance, les représentants internationaux et domestiques du mouvement ouvrier organisé se sont présentés l'occasion dans la séance finale plénière pour présenter leurs points de vue sur la gestion soutenable des forêts, la certification et le classement.

Les discussions de la Conférence ont eu lieu contre l'arrière-plan de l'Exposé des Principes de UNCED sur les Forêts et les 21 chapitres de l'agenda ayant rapport aux forêts.

## 2. INTRODUCTION

La dominante présentation par Dr Jag Maini a identifié les sujets suivants qui ont fait le point de concentration pour la Conférence :

- besoin d'examiner de différentielles demandes de certification et de classement provenant de divers dépositaires d'enjeux tels que les consommateurs, les gouvernements, le secteur privé et les environnementalistes;
- bonne volonté des consommateurs à payer davantage pour la certification et le classement;
- rôle des instruments économiques en promouvant la certification et le classement;
- point d'impact d'additionnels coûts de certification et de classement sur la profitabilité du secteur des forêts;
- point d'impact de certification et de classement sur la compétitivité;
- besoin de concepts et de terminologie compatibles;
- contribution de certification et de classement à la gestion soutenable des forêts;
- niveau ou échelle où la certification est entreprise (par exemple, l'unité de gestion, nationale);
- capacité des évaluations du point d'impact environnemental sur les plantations;

- considération des mérites relatifs d'un seul système global de certification et de classement et, comme une alternative, plusieurs systèmes entraînant une reconnaissance réciproque; et
- considération d'abords, introduits graduellement et flexibles, a la certification et au classement.

Quant aux sujets identifiés pour la Conférence par la présentation de Dr Maini, seulement 3 n'étaient pas spécifiquement abordés. Ceux-ci étaient:

- le rôle des instruments économiques en promouvant la certification et le classement;
- la capacité des évaluations du point d'impact environnemental sur les plantations; et
- le besoin d'une agence internationale de contrôler l'exécution de la certification et du classement au niveau global.

### 3. LES RÉOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE

En réponse à ce défi, la Conférence a abouti aux Résolutions suivantes, basées sur ses discussions d'ateliers où les délégués ont pu y prendre part, et elle recommande leur propre considération par le **Panneau Intergouvernemental sur les Forêts**:

1. La gestion soutenable des forêts est le principal but partagé par tous les participants.
2. La certification et le classement sont des instruments potentiellement utiles parmi plusieurs d'autres pour promouvoir la gestion soutenable des forêts.
3. L'efficacité de la certification et du classement, pour promouvoir les besoins de la gestion soutenable des forêts, devrait être évaluée davantage.
4. Les abords de la gestion soutenable des forêts, comprenant la certification et le classement, dépendront des conditions locales, régionales et nationales, y compris la sorte de forêt, la tenure de la terre et les types de droit de propriété, les systèmes de gouvernement, le rôle des dépositaires d'enjeux, y compris les propriétaires des forêts, la communauté, les habitants indigènes du pays, les hommes d'affaires, les ouvriers, les NGOs, et les autres partis intéressés.
5. Les normes de fonctionnement et les systèmes de gestion de l'environnement sont des éléments complémentaires et importants pour l'évaluation de la gestion soutenable des forêts.
6. Il y a couramment de renseignements insuffisants pour déterminer l'étendue de la demande du marché pour des produits certifiés.
7. Il y a un nombre d'affaires qui méritent plus de considération et y a-t-il des questions qui devraient être explorées davantage à l'égard de la certification et du classement, y compris:
  - coûts et bénéfices;
  - implications du marché;
  - bases scientifiques pour la définition et l'évaluation de la gestion soutenable des forêts;

- autorité et crédibilité des plans de certification;
- rôles des Gouvernements et des institutions/ organisations internationales;
- cohérence avec les accords internationaux;
- harmonie/reconnaissance mutuelle de/entre les plans;
- points d'impact de la certification et du classement; et
- rôle des objectifs écologiques, économiques et sociaux en appliquant la gestion soutenable des forêts.

#### 4. LE FORMAT DE LA CONFERENCE

Le format de la conférence a consisté de séances plénières et d'ateliers.

##### *Rôle des Séances Plénières*

Les principales allocutions et présentations du panneau ont concentré sur les sujets essentiels ayant rapport à la certification et au classement. Elles ont fourni des renseignements utiles et identifié des sujets qui ont été discutés subséquemment en ateliers. Les séances plénières ont aussi présenté l'occasion pour rapporter sur les résultats des ateliers.

Le programme de la Conférence a été extrêmement serré et la gestion du temps a été une peine majeure. Dans les séances plénières, les délégués ont alors été requis de pourvoir des questions écrites qui ont été passées aux propres orateurs pour la réponse. Certains délégués étaient critiques de ce format. Cependant, les ateliers ont permis une discussion et un échange profond des points de vue; et la séance finale plénière a présenté aux délégués l'occasion de poser des questions et faire des observations de l'auditoire. Cette stratégie a abordé les intérêts des délégués et a été instrumentale en permettant aux Résolutions de la Conférence d'être franchement discutées et convenues par les délégués.

##### *Rôle des Ateliers*

Il a fallu trop de réflexion pour désigner les ateliers comme tribune pour discuter des sujets ouvertement et franchement. Les organisateurs de la Conférence ont nommé un facilitateur professionnel d'ateliers qui a assisté en désignant soigneusement les quatre ateliers. Les thèmes des quatre ateliers étaient:

- Que constitue la gestion soutenable des forêts ?
- Que contribuent la certification et le classement à la gestion soutenable des forêts ?
- Les dimensions socio-économiques de la certification et du classement; et
- la considération des résultats préliminaires.

En chaque atelier, les participants se sont divisés en groupes "de rondes tables" de 10-15 et ont été donné les principales questions ayant rapport au thème de l'atelier et pour lesquelles des réponses ont été exigées. Les groupes des ateliers ont présenté l'occasion pour discuter des différents intérêts et points de vue. Dans la plupart des cas, un consensus d'opinion a été

acquis. Toutes différences d'opinion ont été récordees. La participation aux groupes des différents ateliers a eu lieu par auto-sélection.

Cependant, les délégués ont été bien encouragés à assurer, au maximum degré possible, que la composition des divers groupes avait reflété de près la rangée d'intérêts représentés à la Conférence. Les principales questions pour chacun des trois ateliers étaient :

#### **Atelier 1**

- Quelles sont les valeurs principales des forêts qui exigent une gestion soutenable?
- Quels sont les éléments principaux des systèmes de gestion soutenable des forêts ?
- Quelle est la propre échelle à mesurer la gestion soutenable des forêts ?
- Quels sont les renseignements exigés pour mesurer/contrôler la gestion soutenable des forêts?

#### **Atelier 2**

- Quels sont les principes essentiels de certification et de classement si cela devrait contribuer à la gestion soutenable des forêts ?
- Que devrait être certifié (produits, gestion etc)?
- La certification et le classement seront-ils effectifs en améliorant les exercices de la gestion des forêts et comment cela compare-t-il avec d'autres mécanismes domestiques et internationaux?
- Quelles sont les leçons principales que nous pourrions apprendre de l'expérience de l'exécution de la certification et du classement?

#### **Atelier 3**

- Quels sont les points d'impact potentiels de certification et de classement sur les communautés qui dépendent des forêts, et comment devraient-elles être traitées?
- Quelles sont les implications de certification et de classement pour les pays sous-développés?
- Quelles sont les implications commerciales de certification et de classement?
- Comment pourraient la certification et le classement soutenir de bénéfiques économiques à long terme?

La Conférence a commencé avec les principaux dépositaires d'enjeux défendant fortement leurs positions sur la certification et le classement. Cela a causé quelque tension initiale parmi certains principaux dépositaires d'enjeux. Cependant, durant les séances plénières et les discussions d'ateliers, les délégués ont présenté leurs points de vue avec intégrité et de façon professionnelle. Les ateliers ont permis aux délégués de comprendre et d'apprécier les positions qui ont différé des leurs. Comme la Conférence progressait, les tensions se sont relâchées et se sont couronnées par les Résolutions adoptées unanimement et citées dans l'article 3 ci-dessus.

## 5. ENREGISTREMENT DES DISCUSSIONS

Les délégués ont été d'accord que la certification et le classement sont deux activités séparées, bien qu'elles pourraient compléter l'une l'autre.

La certification pourrait être définie comme un procès de confirmer ou d'attester la gestion soutenable de la forêt.

Le classement, de l'autre côté, est un instrument de marché qui confirme aux consommateurs que les produits proviennent de forêts soutenablement gérées.

Les forêts, soutenablement gérées, pourraient être certifiées, ainsi que les produits provenant de ces forêts pourraient subséquemment être classés.

Toute référence au terme "certification et classement" dans ce rapport devait donc être interprété comme "certification que la forêt est soutenablement gérée" et "classement de produits provenant de forêts certifiées et soutenablement gérées".

### 5.1 Principes de la Gestion soutenable des Forêts

Les délégués ont convenu que la gestion soutenable des forêts du monde a été le principal but partagé par tous les participants. Tandis que la gestion soutenable des forêts était le but définitif, il devait être reconnu que c'était un concept évolué. Certains délégués ont revendiqué que c'était impossible de définir le terme "soutenablement" puisqu'il dépendrait, généralement parlant, des objectifs environnementaux, sociaux et culturels que la société désire d'atteindre par l'utilisation des ressources forestières. Certains délégués ont alors suggéré que la certification de "forêts bien gérées" pourrait être un but plus pratique et pragmatique à poursuivre.

La gestion soutenable de forêts doit tenir compte des aspirations des pays, les pays sous-développés en particulier, afin d'alléger la pauvreté par le développement socio-économique. La gestion soutenable de forêts devrait également permettre à la reconnaissance des droits des habitants et des ouvriers indigènes, y compris les étalons propres de la santé et de la sûreté occupationnelles.

Les ateliers ont rapporté que les forêts possèdent une rangée de valeurs économiques, sociales et environnementales. Ces valeurs devraient varier avec le temps et l'espace, reflétant la nature dynamique des forêts et les différences entre les types de forêts et les besoins et les aspirations de la communauté. La gestion soutenable de forêts a entraîné la considération active de toutes les valeurs forestières qui ont été articulées en initiatives internationales pertinentes sur des critères et des indicateurs pour évaluer la gestion soutenable des écosystèmes principaux de forêts - modéré, septentrional et tropique.

L'exécution de gestion soutenable des forêts dépendrait de politiques opportunes, de systèmes de gestion, et de démarches de fonctionnement aux niveaux national, régional et local. Les objectifs de gestion de forêts devraient être supportés par une législation effective, technologie, ressources financières et ouvrières, et devraient reconnaître la complexité biologique et les points d'impact de tous les secteurs sur les forêts. La gestion de forêts



devrait couvrir : l'évaluation de ressources, la participation des dépositaires d'enjeux, la mise de buts, le planning, les exercices de gestion de recherches, le contrôle et l'adaptation pour améliorer le fonctionnement.

La gestion soutenable des forêts a été exécutable et mesurable dans un nombre d'échelles. Des qualités spécifiques ont été importantes pour différer écologiquement et socio-économiquement les propres échelles, dépendant de comment et pourquoi devraient-elles être mesurées et appliquées.

Par exemple, le produit et la qualité de l'eau devraient être appropriés à l'écosystème (régional ou captage) et aux niveaux locaux de moisson, tandis que l'emploi soutenable serait approprié pour l'allègement de la pauvreté et la provision de l'éducation, de l'entraînement et des services sanitaires aux deux niveaux régional et national.

## 5.2 Principes de Certification et de Classement

La Certification et le classement ont été vus comme "instruments potentiellement utiles parmi plusieurs d'autres pour promouvoir une gestion soutenable de forêts" (Résolution 2).

En reconnaissance de l'importance d'une gestion soutenable de forêts, la Conférence a consacré beaucoup de temps pour discuter de la certification comme un des "instruments potentiellement utiles" pour accomplir ce but. Les droits souverains des pays pour contrôler les politiques de l'utilisation de leurs territoires ont été accentués aussi.

Les délégués ont convenu que "l'efficacité de certification et de classement pour promouvoir la gestion soutenable des forêts devrait être évaluée davantage" (Résolution 3).

Les orateurs principaux ont suggéré qu'un plan de certification devrait satisfaire les exigences suivantes :

- être flexible, adaptable et pratique pour tenir compte des différences des types de forêts (y compris les forêts plantées), propriété des forêts, grandes et petites opérations, et la capacité des nations de supporter la gestion soutenable des forêts. Ces différences pourraient aboutir à des différentes pratiques de gestion forestière;
- assurer une uniformité dans la mise des critères de certification;
- être volontaire et disposé à participer;
- assurer une crédibilité et une transparence;
- être financièrement supportable et accroître l'accès du marché;
- être capable de faire progrès continu;
- incorporer les étalons de fonctionnement dans les systèmes de gestion environnementale;
- assister les communautés qui dépendent des forêts à acquérir tous les bénéfices de certification, et particulièrement par reconnaître les droits des ouvriers, des habitants indigènes et des communautés; et

- être fidèle aux politiques nationales et aux instruments intergouvernementaux.

Certaines zones de désaccord se sont émergées. Quelques délégués argumentaient que la certification n'est pas nécessaire, puisque le cadre régulateur dans certains pays devrait être adéquat pour protéger les valeurs forestières.

Le besoin de la participation d'un troisième parti indépendant, en vérifiant les forêts soutenables ou soutenablement gérées, a été dressé. Quelques délégués argumentaient que les garde-forestiers et les gérants des forêts sont suffisamment compétents d'entreprendre la vérification du fonctionnement. Cependant des autres ont indiqué que, pour assurer la crédibilité et la transparence, il y a besoin d'un troisième parti indépendant à participer.

Il y a eu un débat si faudrait-il inclure les sujets de la santé et de la sûreté occupationnelles comme exigences pour la certification. Plusieurs croyaient que les sujets de la santé et de la sûreté occupationnelles sont fondamentales dans la définition de la soutenabilité. Certains délégués argumentaient que l'inclusion de la santé et de la sûreté occupationnelles dépendraient de si la certification couvre plus de la gestion écologiquement soutenable des forêts. D'autres délégués aussi tiennent

l'opinion que la plupart des pays ont un procès tel qu'une législation qui traite les sujets de la santé et de la sûreté occupationnelles de façon adéquate. La Certification pourrait être utilisée comme levier à assister les objectifs de la santé et de la sûreté occupationnelles là où une législation pertinente n'existe pas, ou bien par renforcer la législation courante.

### **5.3 La Contribution de Certification à la Gestion Soutenable des Forêts**

Tout en résolvant que la certification de la gestion de forêts et le classement des produits forestiers sont "potentiellement des instruments utiles parmi plusieurs d'autres à promouvoir la gestion soutenable des forêts" (Résolution 2), la Conférence a identifié "un nombre de sujets qui méritent plus de considération et des questions qui devraient être explorées davantage, à l'égard de la certification et du classement, y compris :

- coûts et bénéfices;
- implications du marché;
- base scientifique pour définir et mesurer la gestion soutenable des forêts;
- autorité et crédibilité des plans de certification;
- rôles des gouvernements et des institutions/organisations internationales;
- compatibilité avec les accords internationaux;
- harmonisation/reconnaissance mutuelle de/entre les plans;
- points d'impact commerciaux de certification et de classement; et
- rôle des objectifs environnementaux, économiques et sociaux en exécutant la gestion soutenable des forêts" (Résolution 7).

Certains délégués ont suggéré que le développement et l'application des procès de gestion, qui assurent l'exécution fidèle des étalons du fonctionnement de la gestion soutenable des forêts, pourraient être plus importants que la certification externe.

#### 5.4 Les Courants Abords et Leçons pour le Futur

Les orateurs ont rapporté à la Conférence sur les perspectives et les expériences avec la certification et le classement.

Ces expériences ont révélé que la crédibilité des assureurs et les méthodes utilisées ont été essentielles pour le succès. Aucun des abords courants de certification et de classement n'a atteint une acceptation universelle.

Les bénéfices rapportés des expériences ont compris l'amélioration de la gestion des forêts, l'organisation d'opérations et accès aux marchés.

Certains assureurs se servent d'une combinaison d'étalons de fonctionnement, et de systèmes de gestion environnementale pour certifier les forêts. Cet abord est d'accord avec Résolution 5 de la Conférence, c'est que "les étalons de fonctionnement et les systèmes de gestion environnementale sont complémentaires et importants éléments pour l'évaluation de la gestion soutenable des forêts". Les plans de certification devraient incorporer les étalons de fonctionnement et les systèmes de gestion environnementale afin d'assurer un contrôle effectif et un progrès continu et évolué.

La principale présentation par Dr Maini a dressé le sujet de s'il y a besoin d'une agence internationale pour contrôler l'exécution de la certification et du classement au niveau global.

Tandis que ce sujet n'a pas été dressé spécifiquement, le potentiel pour la prolifération des plans de certification a été reconnu, et les mérites relatifs d'un seul système global de certification a été considéré.

Quelques délégués ont exprimé le point de vue que la compétition entre les différents plans pourrait être saine, malgré que la prolifération des plans de certification pourrait potentiellement causer de confusion dans le marché. La reconnaissance mutuelle a été dressée comme un possible mécanisme à réduire la confusion dans le marché. Il a été suggéré que la reconnaissance mutuelle pourrait être signifiée par une "Marque" commune.

Une discussion a eu lieu concernant le besoin de la connaissance locale, du respect pour les différences culturelles et les droits souverains des pays, communication claire avec les consommateurs, et l'évaluation du troisième parti aux plans de certification.

#### 5.5 Sujets Sociaux

Beaucoup des participants à la Conférence ont considéré que les points d'impact sociaux de certification sur les communautés pourraient être tous les deux positifs et négatifs. Cependant, certains délégués ont tenu le point de vue que la certification aurait surtout des points d'impact négatifs pour les pays sous-développés. Quant aux communautés qui dépendent des forêts, les points d'impact positifs pourraient inclure :

- accès aux marchés internationaux;
- assurance d'accès continu aux forêts pour des usages traditionnels;
- amélioration du niveau de vie par l'augmentation des bénéfices financiers;
- stabilité de l'emploi, de l'éducation et de l'entraînement;
- participation aux décisions de la gestion des ressources forestières; et
- indépendance, autorisation et mise en valeur de l'état socio-politique.

**Il a été reconnu que beaucoup de ces points d'impact positifs pourraient être atteints sans certification, malgré que la certification pourrait agir comme un catalyseur et accélérer l'exécution de ces points d'impact positifs.**

**Les points d'impact négatifs identifiés ont inclu les suivants:**

- Certaines communautés pourraient être tentées d'outrer l'exploitation de leurs forêts pour faire du profit financier immédiat car ces communautés anticipent de plus hauts coûts de production et d'accès réduct du marché suivant l'exécution de certification, et particulièrement dans des pays où n'existent pas des lois effectives pour défendre la moisson illégale des forêts. Si la certification a abouti à une telle exploitation, il devait être évident que cela ne contribuerait pas à la gestion soutenable des forêts;
- la certification pourrait résulter en "gagnants" et "perdants" et causer un conflit;
- Il y avait un possible risque pour les communautés d'encourir de coûts additionnels par la certification, sans aucune garantie de bénéfices financiers par une plus haute prime pour du bois de charpente certifié; et
- un conflit potentiel avec les principes de libre commerce.

**Il a été suggéré que l'exploitation outrée des forêts en prévision de la certification pourrait être traitée par :**

- l'éducation et la provision de renseignements exacts; et
- la législation, le règlement et les codes d'exercice.

**Les délégués ont identifié que l'exécution de la certification et du classement exigent de coûts. Les décisions sur l'exécution devraient donc entraîner l'analyse des coûts/bénéfices, y compris la considération des coûts et des bénéfices économiques, sociaux et environnementaux.**

**La main d'oeuvre organisée, représentant les ouvriers domestiques et internationaux des forêts, ont argumenté que les ouvriers des forêts ont un grand intérêt en assurant que les ressources forestières globales soient soutenablement gérées. En plus de dépendre des forêts pour l'emploi, la sylviculture est une façon de vie pour les ouvriers des forêts. La Conférence a appris que les forêts ont de nombreuses valeurs spirituelles, culturelles et autres intrinsèques valeurs pour les ouvriers des forêts, lesquelles voudraient-ils passer d'une génération à l'autre.**

La main-d'oeuvre organisée a suggéré que les plans de certification et de classement devraient assurer que les habitants locaux et les ouvriers des forêts continuent à recevoir des bénéfices à long terme des opérations forestières, ce qui accroîtrait leur qualité de vie.

L'importance de la participation des dépositaires locaux d'enjeux dans la mise des étalons locaux a été reconnue par beaucoup de gens. Cependant une préoccupation a été exprimée que cela avait le potentiel d'aboutir à la mise de différents obstacles pour divers pays ou diverses communautés. Ce problème devrait être soigneusement considéré afin que la compétition du marché ne soit pas adversement affectée.

La Conférence a noté qu'il y a de différentes pressions pour la certification dans des pays développés et sous-développés, et dans des pays ayant haute et basse couverture forestière per capita.

## 5.6 Sujets Economiques

Le résultat principal de la présentation et de la discussion dominantes des aspects économiques de certification est qu'il y a couramment de renseignements insuffisants pour déterminer l'étendue de la demande du marché pour des produits forestiers certifiés. L'étendue de la demande du marché pour des produits forestiers certifiés devrait être considérée davantage. Il n'y a couramment aucune évidence qui supporte la volonté du consommateur pour payer un prix subventionné pour les produits classés.

En outre, il y a de renseignements insuffisants pour déterminer si la certification pourrait accomplir son principal but de promouvoir la gestion soutenable des forêts et gagner accès au marché. Les aspects d'exécuter la certification, bien qu'ils ne sont pas clairs aujourd'hui, pourraient constituer un des obstacles, particulièrement aux propriétaires des forêts et aux meuniers sur une petite échelle.

Les résultats des principales études économiques sur la demande du marché pour des produits forestiers certifiés indiquent que la certification, et possiblement le classement, pourraient réussir à développer des marchés niches en pays où la conscience environnementale était relativement haute. Il n'a été présenté que peu d'évidence pour supporter la suggestion que la certification, avec ou sans classement, pourrait avoir un point d'impact important sur la plupart du commerce global à l'égard des produits forestiers.

Tandis que la gestion soutenable des forêts pourvoit des bénéfices économiques à long terme, il était senti que la certification, avec ou sans classement et sans autres instruments, ne pourrait pas contribuer significativement à réaliser ce bénéfice. Cependant, les bénéfices à court terme pourraient s'accumuler aux producteurs qui peuvent démontrer une gestion forestière soutenable au proche avenir.

Certains délégués de pays sous-développés ont été particulièrement affectés par les points d'impact négatifs possibles de certificatin sur l'accès du marché.

Le manque possible de la capacité infrastructurelle dans les pays sous-développés, à fonder une certification, a été identifié comme une question majeure. Le manque de ressources

humaines et financières en certains pays sous-développés, pour leur permettre d'exécuter la gestion soutenable des forêts, pourrait être un désavantage.

La présentation dominante sur les aspects économiques de la certification a observé que les coûts additionnels de certification et de classement pourraient lever le prix des produits forestiers, particulièrement les produits du bois, et les rendre non-compétitifs relativement aux substituts qui consomment de l'énergie comme l'acier, l'aluminium, la plastique et le béton. Si cela voudrait se passer, il pourrait réduire la profitabilité du secteur forestier et favoriser la demande de produits remplaçants qui pourraient être environnementalement moins bénins. Certains délégués ont argumenté que les coûts reflètent les points d'impact sociaux et environnementaux de l'utilisation des ressources forestières et lesquels ne sont pas couramment évalués.

Durant les discussions, il a été argumenté par certains délégués, y compris quelques-uns des pays sous-développés, que si la demande pour les produits forestiers a été adverstement affectée, cela pourrait encourager certaines communautés dépendant des forêts et particulièrement celles dans les pays sous-développés, à chercher d'autres options d'usage de terre pour les régions couramment plantées de forêts.

### **5.7 Les Aspects Commerciaux de Certification et de Classement**

Plusieurs participants ont été inquiets que la certification et le classement pourraient être une barrière pour le commerce libre. A cet égard, tous plans de certification et de classement devraient être d'accord avec les suivants principes de l'Accord de l'Organisation Internationale du Commerce sur les Obstacles Techniques au Commerce :

- non-discriminatoire;
- transparent;
- ne pas faire obstacle inutile au commerce; et
- encourager l'harmonisation.

### **5.8 Exécution**

Il y a possiblement plusieurs abords différents à la certification de la gestion soutenable des forêts et le classement des produits forestiers. Les Gouvernements pourraient avoir un rôle à jouer dans le développement de systèmes appropriés. Ce rôle varierait dépendant du pays spécifique et de ses circonstances.

Les rôles des gouvernements pourraient inclure les suivants:

- faciliter le développement d'étalons appropriés et adéquats (y compris les codes d'exercice) pour la gestion soutenable des forêts;
- imposer les lois et les règlements nationaux;
- assurer l'accord des plans avec les priorités et les buts nationaux;
- assurer la pertinence et la justesse des plans aux circonstances du pays;

- assurer que tout système soit impartial, développé scientifiquement, contrôlé effectivement, volontaire et non-discriminatoire; et
- assurer l'accord des actions avec tous engagements internationaux pertinents.

Sans standardization, de différents plans qui ont seulement une acceptation limitée et plutôt une effectivité limitée pourraient émerger. Les gouvernements et les organisations internationales ont donc un rôle à jouer en encourageant l'accord, l'harmonisation et la reconnaissance mutuelle.

L'uniformité dans les concepts et dans la terminologie est nécessaire aussi pour réduire la confusion dans le marché, et devrait être considérée comme part de la standardization. Il serait donc nécessaire d'aborder l'uniformité dans les concepts et dans la terminologie comme part de tout effort pour harmoniser ou standardizer les plans de certification.

Les participants ont convenu que pas un seul abord à la certification et au classement ne serait approprié pour toutes les situations. La flexibilité devrait être un élément de tout plan.

Il y avait des différences d'opinion sur le minutage pour l'exécution de la certification et du classement. En particulier, soit l'exécution devait être par un abord flexible ou par étapes, les pays producteurs étaient généralement plus en faveur d'une exécution graduelle. Cependant les perspectives des consommateurs et des conservateurs ont suggéré que les demandes du marché détermineraient le minutage.

Quelques délégués ont considéré que la "chaîne de garde" n'était pas nécessaire pour le classement des produits forestiers. D'autres ont argumenté que c'était un élément essentiel de classement croyable de produits. Certains délégués ont argumenté aussi que la chaîne de garde pour le classement de produits ne pourrait pas être rentable et que cette vraie valeur supplémentaire devrait être par l'amélioration de la gestion forestière.

L'échelle à laquelle la certification pourrait être entreprise a été discutée aussi. La certification de la gestion forestière pourrait être possiblement exécutée à différents niveaux ou à différentes échelles : unité de gestion forestière, propriétaire de forêt, région, nationale ou pays. Quelques délégués ont argumenté que la certification était, généralement parlant, sur l'attestation de la qualité de la gestion forestière ou des exercices forestiers, et donc l'unité de la gestion forestière était le propre niveau ou la propre échelle pour l'exécution.

D'autres ont argumenté que la certification au niveau de l'unité de gestion forestière pourrait être trop coûteuse, particulièrement pour les petits propriétaires de forêts. Cependant, les adversaires à la certification sur une grande échelle, ainsi qu'au niveau national, ont argumenté que la certification au niveau national ne pourrait pas être effective en contribuant à atteindre le but d'améliorer la gestion forestière.

Certains délégués ont préféré la certification au niveau régional, argumentant que l'usage de l'échelle régionale pourrait surmonter les désavantages posés par la certification au niveau de l'unité de la gestion forestière et au niveau national.

Il y avait un point de vue que la certification devrait être appliquée à tous les types de forêts, y compris les forêts plantées.

### **5.9 Les produits de non-bois**

Le rôle de certification et de classement en assistant la gestion soutenable de forêts, où les produits de non-bois sont impliqués, a été discuté aussi.

Les produits de non-bois identifiés comme étant importants pour le commerce, ainsi que pour les usages de subsistance, comprennent :

- caoutchouc;
- noix et baies;
- plantes médicinales;
- rotin;
- bambou;
- sirop d'érable;
- coeur de palme;
- champignons.

En outre, plusieurs communautés rurales dépendent des produits de non-bois pour abri, nourriture, et remèdes. Les produits de non-bois étaient importants aux régions de nombreuses communautés qui dépendent des forêts.

La Conférence a été informée que dans certains cas, l'existence des produits de non-bois force les forestiers à faire des compromis en termes de moisson commerciale du bois de charpente pour protéger ces ressources de non-bois.

En général, tandis que la moisson des produits de non-bois s'attendait à produire de points d'impact environnementaux moins sévères aux écosystèmes que l'extraction du bois de charpente, il y avait des cas où la moisson des produits de non-bois avait abouti à l'extinction locale d'espèces particulières de plantes ou d'animaux.

La gestion soutenable des produits de non-bois est déterminée par un nombre de facteurs comprenant les suivants:

- dynamique de la population des espèces;
- fréquence de sa moisson;
- caractères du système de gestion forestière; et
- entraînement et éducation des moissonneurs.

La gestion soutenable des forêts exige l'écosystème forestier total. La certification des forêts pourrait donc jouer un rôle utile en promouvant la gestion soutenable des produits de non-



bois. La connaissance et les exercices traditionnels pourraient être inestimable en assistant la gestion soutenable des produits de non-bois.

## 6. CONCLUSION

La conférence a convenu unanimement que l'exécution de la gestion soutenable des ressources forestières du monde est le "principal but partagé par tous les participants". La certification de la gestion forestière et du classement des produits provenant de ces forêts a été reconnue comme "instruments potentiellement utiles parmi plusieurs d'autres", ce qui peut promouvoir l'exécution de ce but.

Les résolutions unanimes de la Conférence sont présentées dans la Section 3 de ce Rapport, et la Conférence a recommandé leur propre considération par le Panneau Intergouvernemental sur les Forêts.

Pour la convenance des lecteurs de ce document, les Résolutions sont répétées ci-dessous:

1. La gestion soutenable des forêts est le principal but partagé par tous les participants.
2. La certification et le classement sont des instruments potentiellement utiles parmi plusieurs d'autres pour promouvoir la gestion soutenable des forêts.
3. L'efficacité de la certification et du classement, pour promouvoir les besoins de la gestion soutenable des forêts, devrait être évaluée davantage.
4. Les abords de la gestion soutenable des forêts, comprenant la certification et le classement, dépendront des conditions locales, régionales et nationales, y compris la sorte de forêt, la tenure de la terre et les types de droit de propriété, les systèmes de gouvernement, le rôle des dépositaires d'enjeux, y compris les propriétaires des forêts, la communauté, les habitants indigènes du pays, les hommes d'affaires, les ouvriers, les NGOs, et les autres partis intéressés.
5. Les normes de fonctionnement et les systèmes de gestion de l'environnement sont des éléments complémentaires et importants pour l'évaluation de la gestion soutenable des forêts.
6. Il y a couramment de renseignements insuffisants pour déterminer l'étendue de la demande du marché pour des produits certifiés.
7. Il y a un nombre d'affaires qui méritent plus de considération et y a-t-il des questions qui devraient être explorées davantage à l'égard de la certification et du classement, y compris:
  - coûts et bénéfices;
  - implications du marché;
  - bases scientifiques pour la définition et l'évaluation de la gestion soutenable des forêts;
  - autorité et crédibilité des plans de certification;
  - rôles des Gouvernements et des institutions/ organisations internationales;
  - cohérence avec les accords internationaux;
  - harmonie/reconnaissance mutuelle de/entre les plans;

- points d'impact de la certification et du classement; et
- rôle des objectifs écologiques, économiques et sociaux en appliquant la gestion soutenable des forêts.”

Dans l'opinion des Présidents, la certification de la gestion forestière et le classement des produits provenant de ces forêts sont deux sujets complexes qui ne seront pas probablement résolus dans la vie du Panneau Intergouvernemental sur les Forêts. Peut-être CSD voudrait donner considération à l'établissement d'un procès intergouvernemental pour examiner ces sujets davantage.

Denis Cullity  
Président

Dr Christina Amoako-Nuama  
Président adjoint

Juillet 1996

-----